



Sous la direction de
Steve Hagimont
Charles-François Mathis

La Terre perdue

Une histoire de
l'Occident et de
la nature

XVIII^e-XXI^e siècle



TALLANDIER

LA TERRE PERDUE

DES MÊMES AUTEURS

Une histoire des luttes pour l'environnement. XVIII^e-XX^e, trois siècles de débats et de combats, avec Anne-Claude Ambroise-Rendu et Alexis Vrignon, Paris, Textuel, 2021.

STEVE HAGIMONT

Pyrénées. Une histoire environnementale du tourisme : France-Espagne, XVIII^e-XX^e siècle, Paris, Champ Vallon, 2022.

CHARLES-FRANÇOIS MATHIS

Le Monde britannique. 1815-1931 (dir., avec Dominique Barjot), Paris, CNED, 2009.

In Nature We Trust. Les paysages anglais à l'ère industrielle, Paris, PUPS, 2010.

Une protection de l'environnement à la française ? XIX^e-XX^e siècles (dir., avec Jean-François Mouhot), Paris, Champ Vallon, 2013.

La Ville végétale. Une histoire de la nature en milieu urbain (France, XVII^e-XXI^e siècle), avec Émilie-Anne Pépy, Paris, Champ Vallon, 2017.

Sous le soleil. Système et transitions énergétiques du Moyen Âge à nos jours (dir., avec Geneviève Massard-Guilbaud), Paris, Éditions de la Sorbonne, 2019.

La Civilisation du charbon. En Angleterre, du règne de Victoria à la Seconde Guerre mondiale, Paris, Vendémiaire, 2021.

Sous la direction de
Steve Hagimont
Charles-François Mathis

LA TERRE PERDUE

*Une histoire de l'Occident et de la nature
XVIII^e-XXI^e siècle*

Ont contribué à ce volume :

Anne-Claude Ambroise-Rendu – Renaud Bécot – Jean
Bérard – Hélène Blais – Christophe Bonneuil – Martine
Chalvet – Patrick Fournier – Jean-Baptiste Fressoz
– Stéphane Frioux – Frédéric Graber – Romain Grancher
– Sebastian V. Grevsmühl – François Jarrige – Fabien
Locher – Rémi Luglia – Corinne Marache – Raphaël
Morera – Giacomo Parrinello – Émilie-Anne Pépy –
Violette Pouillard – Solène Rivoal – Mark Stoll – Anna
Trespeuch-Berthelot – Julien Vincent – Alexis Vrignon –
Estelle Zhong Mengual

TALLANDIER

Cet ouvrage a été publié avec le concours du Centre national
du livre.

© Éditions Tallandier, 2025
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-5755-5

INTRODUCTION

« L'homme, par son égoïsme trop peu clairvoyant pour ses propres intérêts, par son penchant à jouir de tout ce qui est à sa disposition, en un mot, par son insouciance pour l'avenir et pour ses semblables, semble travailler à l'anéantissement de ses moyens de conservation et à la destruction même de sa propre espèce. En détruisant partout les grands végétaux qui protégeaient le sol, pour des objets qui satisfont son avidité du moment, il amène rapidement à la stérilité ce sol qu'il habite, donne lieu au tarissement des sources, en écarte les animaux qui y trouvaient leur subsistance, et fait que de grandes parties du globe, autrefois très-fertiles et très-peuplées à tous égards, sont maintenant nues, stériles, inhabitables et désertes. [...] Il est perpétuellement en guerre avec ses semblables, et les détruit de toutes parts et sous tous prétextes en sorte qu'on voit des populations, autrefois considérables, s'appauvrir de plus en plus. On dirait que l'homme est destiné à s'exterminer lui-même après avoir rendu le globe inhabitable. »

Lus deux siècles plus tard, ces propos insérés dans une note de bas de page du *Système analytique des connaissances positives de l'homme* (1820), de Jean-Baptiste de Lamarck, l'un des premiers théoriciens de l'évolution des espèces, résonnent étrangement. Ils font singulièrement écho à nos préoccupations contemporaines, à un temps où l'histoire de l'humanité est effectivement entrée en collision avec la longue histoire de la Terre, où une partie des humains ont déclenché des dynamiques qui contiennent, en puissance, notre disparition. Changement climatique, fonte des glaces, perturbation des océans dont les micro-organismes fournissent l'essentiel de

l'oxygène, modification du régime de la plupart des fleuves mondiaux, altération de la majorité des sources d'eau douce, perturbation des cycles de matière à commencer par ceux de l'azote, du potassium et du phosphore si importants pour la vie, érosion massive des sols, prélèvements exponentiels des éléments composant la Terre par les activités extractives (mines et carrières) ainsi largement rendus indisponibles pour les générations à venir, dissémination d'un nombre croissant de polluants et de déchets ultimes (c'est-à-dire qui ne réintégreront pas les cycles naturels et dont hériteront les futurs habitants de la Terre) comme les déchets nucléaires, les scories des mines, les alliages métalliques inséparables, les pesticides, plastiques et autres substances chimiques, morcellement et simplification des écosystèmes en fonction des intérêts économiques de court terme (infrastructures de transport, agriculture, élevage, industrie), destruction de chaînes alimentaires qui déstabilisent en série des espèces, effritement de la biodiversité, etc. L'énumération, non exhaustive, est vertigineuse : la Terre, en tant qu'espace habitable et foisonnant de vie, est-elle condamnée – perdue ?

L'ensemble de ces dynamiques a en tout cas conduit le chimiste Paul Crutzen et l'écologue Eugene Stoermer à proposer le nom d'Anthropocène pour qualifier cette époque où se sont rencontrées l'histoire de la Terre en tant que planète, l'histoire de la vie et l'histoire humaine. Dès 1778, le naturaliste et maître des forges Georges-Louis Leclerc de Buffon se pensait dans cette « époque de l'Homme », couronnant selon lui heureusement l'histoire de la civilisation humaine devenue maîtresse des processus naturels. L'inquiétude allait toutefois bientôt se répandre – Lamarck en fait part en 1820 ; elle domine aujourd'hui. Pour l'heure, malgré ces dégradations, l'humanité prospère comme jamais. Mais la note de Lamarck contient la prescience d'une chose fondamentale : que cette prospérité se fait au détriment d'un ensemble de relations entre les êtres et avec les milieux, dont notre espèce dépend pour survivre.

L'écheveau des temps

Lorsque Lamarck écrivait, les forces engagées dans ce qui s'apparente parfois à une guerre contre la nature étaient encore modestes. Certes, différentes dynamiques entamées dès la fin du Moyen Âge en Europe occidentale contenaient en puissance le désastre actuel. Les États, en compétition pour s'imposer parmi d'autres pouvoirs locaux et étrangers, s'affermirent en étendant et monopolisant les forces armées, en répartissant des avantages pour leurs plus fidèles serviteurs, en améliorant leur emprise territoriale et en multipliant les aménagements (canaux, ports et routes, d'abord) capables de drainer les ressources. Cet affermissement s'accompagna d'un recours croissant, de la part d'acteurs publics, mais aussi privés, au crédit et aux banques qui demandaient un retour sur investissement et nécessitaient donc de la croissance. À l'époque moderne, les opportunités offertes par l'essor du marché des produits tropicaux comme le sucre, et la raréfaction de certaines ressources comme le bois, omniprésent dans l'économie ancienne comme moderne, poussèrent à trouver de nouveaux approvisionnements, ce qui favorisa la colonisation et l'économie de plantation (reposant sur une standardisation de l'espace et du vivant). Le capitalisme, à bas bruit, mais avec des conséquences déjà considérables, prenait forme. Les usages du charbon de terre, première des énergies fossiles mobilisées, longtemps limités, se diversifièrent à partir du XVIII^e siècle, grâce à la mise au point de convertisseurs nouveaux comme la machine à vapeur ou les hauts-fourneaux. Le réel essor de ces usages attendit toutefois le siècle suivant. Une série d'autres changements s'accumulèrent et s'intriquèrent entre le XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle, à l'instar de la fluidification des circulations financières et commerciales, maritimes et terrestres, des progrès de la cartographie et de la connaissance des ressources minéralogiques, de la croissance urbaine mobilisant des ressources humaines, alimentaires et matérielles de plus en plus lointaines, des réformes du droit qui fondèrent et sécurisèrent

la propriété privée, favorisèrent l'entreprise et libérèrent les entrepreneurs des récriminations des employés et des riverains incommodés. Le dégagement croissant de profits par les entreprises, qui dépassèrent les fortunes nobiliaires d'Ancien Régime, ne trouva plus seulement à se dilapider en dépenses d'apparat, mais alimenta de nouveaux investissements productifs, guidés aussi par une éthique de l'épargne. Pour gagner en productivité et en profits, conquérir des marchés, une course à l'innovation s'engagea, qui concerna tant les procédés de production que l'organisation du travail, les produits et ce qui sera plus tard appelé « le marketing ». Une vision instrumentale enjoignit de traiter les milieux comme s'ils étaient inertes : cette dévitalisation des entités terrestres (animaux, plantes, flux géophysiques, etc.) amorcée dès l'époque moderne favorisa leur appropriation. De même que l'économie s'autonomisait – se désencastrait, comme le dirait l'économiste Karl Polanyi – de ses contrôles politiques et sociaux, les sociétés occidentales tendaient, par la pensée seulement, à se distancier de leurs conditions matérielles primordiales d'existence. Un ensemble de savoirs dispersés se trouva par ailleurs rassemblé, dans la première moitié du XIX^e siècle, sous la bannière de la science, vouée au progrès de l'humanité, mais aussi de l'industrie. Certains, après Auguste Comte ou Émile Littré, voyaient dans cette science le nouveau ciment de sociétés ayant abandonné la croyance en Dieu, au profit d'une foi en l'homme maître de la nature. Tout cela se mettait donc en place lorsque Lamarck faisait part de ses inquiétudes. Mais rien n'était encore joué.

Entreprendre cette histoire des rapports à la nature du point de vue occidental, c'est en fait naviguer entre deux grandes tendances : d'un côté restituer la façon dont la nature a été instrumentalisée, transformée en chose appropriable ; de l'autre rendre compte des dispositions à considérer la nature comme vivante, sujette d'attentions et de mobilisations, pour les humains eux-mêmes et pour la valeur qu'elle revêt en elle-même. Entre ces deux pôles, il est possible de mettre en lumière un panel contrasté de relations. Comme les pages suivantes vont le montrer, l'entrée de l'humanité dans un engrenage de

dégradations croissantes de la biosphère et de perturbations du système Terre lui-même ne résulte pas d'un projet préétabli, mais d'une multitude d'actions et de logiques largement portées par les sociétés occidentales depuis le XVIII^e siècle. Cette entrée dans un nouveau régime climatique et écologique a tout de même été en partie perçue, pensée, débattue au moment même où elle arrivait. Ces controverses se sont faites dans des termes propres à chaque époque, parfois dans des cercles restreints, parfois sur la place publique et jusque parmi les élites dirigeantes. Des chemins ont été pris délibérément malgré les dangers avérés ou pressentis. Les craintes et protestations, innombrables, ont été combattues ou tout simplement ignorées et oubliées. Lamarck n'était en tout cas qu'une voix parmi d'autres, que les archives permettent de faire à nouveau entendre à présent.

La nature du problème

Qu'entend-on par nature ? L'usage du mot s'avère délicat, tant son acception courante biaise la manière de penser nos relations avec tout ce qui compose la Terre. On l'entend en effet souvent comme l'« ensemble de la réalité matérielle considérée comme indépendante de l'activité et de l'histoire humaines », ou bien comme l'« environnement terrestre, en tant qu'il sert de cadre de vie à l'espèce humaine, qu'il lui fournit des ressources » (Trésor de la langue française). La nature serait donc une réalité extérieure aux humains ; un cadre matériel, inerte.

Pourtant, lorsqu'on la cherche à partir de cette définition, la nature n'est plus nulle part ou bien seulement dans des espaces restreints (les sous-sols profonds, quelques fonds marins en supposant que les perturbations de surface ne les atteignent pas, des rochers inaccessibles, et encore). Cette nature-là ne correspond pas non plus au sens commun, qui voit par exemple la nature dans la campagne ou une forêt comme Fontainebleau – alors que tout y est cultivé, entretenu,

contenu par les activités humaines. En cherchant la nature dans ce qui n'est pas produit par les humains, on pose davantage de problèmes qu'on n'en résout : ainsi que le sociologue Bruno Latour l'a montré, la nature des sciences expérimentales ne se comprend qu'à travers des dispositifs expérimentaux très humains, isolant des phénomènes qui dans la réalité sont associés à d'autres et pas forcément directement observables. À l'inverse, si ce qui est produit par les humains n'est pas la nature, comment qualifier ce avec quoi nous vivons quotidiennement : les aliments, les animaux, les plantes, le dioxyde de carbone, l'eau rendue potable, les écosystèmes pollués, tous les éléments puisés dans les mines et insérés dans les ordinateurs, téléphones, automobiles, etc. ? Par-delà la distinction nature-culture, ne se dessinent en fait que des entités hybrides et une appropriation croissante de tout ce qui compose la Terre pour des besoins humains. Cette idée de nature est d'autant plus difficile à appliquer à un objet précis que l'humanité pèse désormais sur l'équilibre de l'entière des écosystèmes par son action géologique et climatique. En somme, la nature au sens du dictionnaire n'existe pas : soit elle n'est que le produit de nos représentations ; soit l'emprise humaine est désormais trop poussée pour identifier des entités qui existeraient en toute indépendance ; soit encore l'hybridation des choses humaines avec les choses de la nature est généralisée.

Cette idée de nature, contre-intuitive (mettre dans le même sac des fleuves, des montagnes, des arbres, des animaux), est, en fait, assez récente. Les apports de l'anthropologue Philippe Descola sont décisifs pour mieux saisir la singularité de la nature créée par l'Occident. En prêtant attention à la diversité des manières dont les sociétés pensent l'être humain par rapport à ce qui l'entoure – manières qu'il appelle des « ontologies » –, il identifie une spécificité occidentale qu'il appelle « naturaliste ». Elle repose sur une continuité des physicalités (les humains ne se différenciant pas, comme l'a vu Lamarck, d'un point de vue physique, anatomique, biologique, des autres êtres) et une discontinuité des intériorités (laquelle distingue en particulier l'homme pour son esprit, sa volonté, sa conscience,

ses sentiments). Cette relation spécifique entre l'homme et les autres entités terrestres n'a ainsi rien d'universel : si l'ontologie naturaliste occidentale est le produit d'évolutions intellectuelles et politiques dont certaines remontent à l'Antiquité, elle ne s'imposa véritablement qu'aux XVII^e et XVIII^e siècles avec la révolution des sciences mécaniques (physique et optique) qui sépare les faits de l'esprit – relevant des seuls humains et de leur volonté – des faits de la nature – objectivables, mathématisables, observables, que les humains ont à connaître, admirer, exploiter pour satisfaire leurs besoins matériels et renforcer leurs connaissances. Elle s'accompagne d'une forme de dévitalisation : aux mains des sciences mécaniques, de Descartes ou de Bacon, la nature devient une matière dénuée de la capacité d'action que les sociétés anciennes attribuaient à certaines de ses entités : divinités, saints, fées, rochers, sources et autres arbres agissants. Les savants font advenir une nature utile (des ressources), qu'il reste à soumettre complètement aux besoins humains.

Ainsi que Philippe Descola l'a répété, et que les historiens et historiennes l'ont montré, les autres manières de s'articuler à ce qui interagit avec les humains (et, en fait, les constitue) ne disparaissent jamais totalement. Ce serait un contresens d'attribuer une culture monolithique à un Occident indifférencié en partant de traces textuelles limitées, toujours situées socialement et géographiquement. Le naturalisme n'est sans doute jamais présent à l'état pur dans les expériences ordinaires des Européens et Américains des trois siècles passés, et c'est normal : c'est un modèle qui donne à comprendre le réel en sélectionnant certaines de ses tendances. Le naturalisme est palpable dès lors que l'on s'intéresse à certaines institutions économiques ou politiques (États, collectivités territoriales, administrations, entreprises) et à celles qui œuvrent à la maîtrise des éléments (religions, ingénierie, sciences, entreprises). De tels rapports instrumentaux et mécaniques à la nature nécessitent de la réduire à certaines de ses fonctions, qu'on cherche à comprendre et exploiter, à certaines potentialités à développer, à certaines limites à repousser ou contourner, en

ne prenant le plus souvent pas ou peu en compte la gamme infinie de ses interrelations. Pour que cette nature appropriable existe, encore a-t-il fallu qu'elle soit découpée en un ensemble de stocks et de flux déliés de la présence directe de Dieu. Un Dieu qui aurait, au contraire, disposé la Terre pour la jouissance des hommes dont l'histoire – l'avancement, le progrès – serait justement marquée par la capacité à faire fructifier ces richesses. Cette idée semble acquise aux XVIII^e et XIX^e siècles, non sans contestations. Elle permet en outre aux savants et administrateurs occidentaux de hiérarchiser les peuples du monde et de justifier nombre de dominations.

Ainsi, pour reprendre la formule de Bruno Latour, « nous n'avons jamais été modernes » : la séparation programmatique et jugée libératrice entre l'humanité et le monde, l'affranchissement, par la technique, la culture, le progrès, des contraintes imposées par la nature, n'ont jamais pleinement abouti. La nature, si l'on veut bien conserver le mot, est en réalité plurielle. Elle est à penser comme un ensemble d'éléments impossibles à isoler, car reliés. L'anthropologue Anna Tsing distingue utilement trois natures : une première qui exprime spontanément ses potentialités ou n'est en tout cas pas insérée dans un circuit commercial ; une deuxième qui est exploitée, modelée par les humains pour le marché ; et une troisième, dite aussi « férale », qui est celle qui ressurgit après sa destruction, qui réagit à l'activité humaine, qui échappe à sa volonté, voire prolifère malgré elle et sur ses ruines. D'autres intellectuels, comme Virginie Maris, parlent de gradients de naturalité, selon la proximité ou l'éloignement de l'activité humaine. Poser la nature comme extériorité ne fait en tout cas plus sens.

En prenant la nature comme une catégorie souple, trois voies s'ouvrent à nous. Il est possible, en premier lieu, de faire l'histoire de ce que ce rapport occidental à la nature, théorique, instrumental et extériorisant, a engendré, et de la manière dont il a été contesté. Nous pouvons aussi voir comment le terme même de nature a été utilisé, mobilisé, par qui, dans quel sens et dans quelles circonstances – en faire un enjeu et un vecteur de mobilisation et de pouvoir. Enfin, et ce sera la

voie privilégiée dans ce livre, il faut s'autoriser une histoire empirique du rapport entre les humains et ce avec quoi ils interagissent constamment, qui n'a rien d'extérieur puisqu'ils en dépendent pour vivre.

L'histoire qui se racontera au fil des pages suivantes tentera d'approcher les expériences ordinaires et extraordinaires des personnes ayant vécu depuis le XVIII^e siècle, qu'elles soient paysans et paysannes, ouvriers ou ouvrières, personnalités politiques, administrateurs, ingénieurs, militaires, artistes, ou écrivains, communautés d'Amérique, d'Afrique ou d'Asie confrontées à la colonisation occidentale, pêcheurs, scientifiques, commerçants et entrepreneurs de tous horizons. Cette histoire touchera aussi à la vie des bisons ou des castors d'Europe ou d'Amérique, des zones humides asséchées, des forêts soumises aux changements de modes d'exploitation, des littoraux et montagnes admirés, bétonnés, mais jamais entièrement maîtrisés, des espaces agricoles remembrés, « améliorés », « nettoyés » de leur vie jugée indésirable, et de toutes les entités et de tous les phénomènes terrestres qui ont été affectés par les humains et leur ont parfois échappé – comme, en dernière instance, le climat.

L'Occident saisi par la nature planétaire

Les humains ont toujours vécu en manipulant, consommant et transformant des éléments issus de la nature (eau, air, plantes, minerais, animaux). Ils ont mobilisé à leur profit des éléments pris autour d'eux, par la chasse, la pêche et la cueillette, puis par l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et l'industrie. Ils ont ainsi modifié profondément les écosystèmes, mais de manière très diverse selon les cultures et les moyens énergétiques et techniques dont ils disposaient. Comme toute espèce, l'humanité a eu des effets biologiques sur la Terre. En partant du XVIII^e siècle, nous mettons de côté l'idée selon laquelle les perturbations introduites par l'humanité depuis la naissance de l'agriculture seraient à la racine de tous nos

maux – tout simplement car cette perspective, téléologique, annihilerait toute perspective politique tant il paraît impossible de revenir, avec 8 milliards d’habitants sur Terre, à des sociétés de chasseurs-cueilleurs. Selon toute vraisemblance, c’est à partir des dynamiques confortées, engagées et exacerbées au cours des trois derniers siècles que l’humanité est devenue une force d’ordre géologique et climatique, c’est-à-dire capable d’agir rapidement sur quelques-uns des fonctionnements physiques fondamentaux du système Terre. L’humanité est entrée dans l’Anthropocène. Au-delà des discussions sur la pertinence stratigraphique de cette notion, sur sa date de commencement, ou sur la justesse du terme qui met l’accent sur toute l’humanité alors que le phénomène a été initié par l’Occident, le mot est désormais devenu commun pour tous les travaux s’interrogeant sur les racines des désastres qui se dessinent aujourd’hui.

Le parti pris chronologique amène également à placer la focale sur l’Occident – espace mouvant comprenant l’Europe et diverses colonies de peuplement originellement européennes comme l’Amérique du Nord, mais aussi l’Australie ou la Nouvelle-Zélande. Ce choix résulte de la responsabilité historique de cet espace dans le déclenchement des dynamiques qui ont amené à la situation écologique présente, et de l’impossibilité de faire une synthèse mondiale sur la question des rapports à la nature, tant ils peuvent varier, selon les sociétés, les groupes qui les composent, les circonstances et les époques. Nous souhaitons en même temps éviter deux écueils. En premier lieu, une forme de réquisitoire ou de procès rétrospectif contre un Occident monolithique, qui effacerait la diversité des expériences occidentales de la nature derrière l’hégémonie d’un modèle naturaliste. Non sans heurts, ce rapport instrumental à la nature a permis une multiplication de découvertes scientifiques et apporté, de gré ou de force, un confort matériel inédit à une partie croissante de l’humanité, toutes choses dont dépendent aujourd’hui nos existences, mais qui s’avèrent insoutenables. L’eurocentrisme, en deuxième lieu, qui ferait de l’Occident le seul moteur des transformations de la Terre.

Partant certes de l'Occident, les divers chapitres essaient à la fois de restituer la singularité des cultures matérielles et idéelles du passé, de faire ressortir l'épaisseur et la complexité des attitudes repérables au sein des sociétés européennes, mais aussi de faire un détour vers les espaces de rencontre, souvent violente, avec les autres sociétés mondiales. Ce détour permet de comprendre les spécificités, les moyens et les effets de l'hégémonie occidentale, même si nous laissons à regret largement ouverte la voie qui saisirait ses multiples hybridations et l'appropriation de ses conceptions dans le reste du monde – la Russie, la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Arabie saoudite contribuent aujourd'hui largement à leur tour, comme d'autres, au désastre environnemental.

Le choix de partir du XVIII^e siècle se justifie également par l'idée qu'il se produit alors quelque chose d'important pour la trajectoire de la Terre : l'Occident entre au XVIII^e siècle dans l'ère des énergies fossiles, par la métallurgie, le chauffage et la machine à vapeur – dont le plein essor ne date que des années 1830, en Grande-Bretagne d'abord. L'idée que le passé pourrait être dépassé et que l'humanité et la nature pourraient être améliorées accompagne alors une mobilisation croissante de toutes les sources d'énergie « traditionnelles » (humaine avec l'expansion du salariat et l'apogée de l'esclavage dans la première moitié du XIX^e siècle, animale, organique avec le charbon de bois, hydraulique et éolienne par les multiples moulins), et des ressources mondiales (économie de plantation, mais aussi mines). Les alertes et inquiétudes sur l'épuisement des ressources, les pollutions, la destruction d'animaux et de plantes se multiplient. L'intermédiation marchande s'insinue de plus en plus fortement dans l'existence des Européens, même si dans les campagnes, où demeurent 80 % d'entre eux au début du XIX^e siècle, les échanges monétaires restent longtemps encore limités. L'engrenage guerrier et la militarisation des sociétés entraînent une forte accentuation des capacités destructives et des prélèvements sur la Terre, d'abord dans le contexte de la Révolution française et des guerres impériales, puis au cours de heurts réguliers au XIX^e siècle (guerres coloniales, de Crimée

entre 1853 et 1856, ou de Sécession aux États-Unis entre 1861 et 1865, par exemple), puis avec la montée des impérialismes nationalistes de la fin du XIX^e siècle, et enfin avec les deux guerres mondiales et la guerre froide.

L'après 1945, marqué par la rivalité entre le bloc soviétique et le bloc occidental, est une phase de croissance extraordinaire pour les pays qui sont déjà les plus industrialisés du monde. L'émergence du tiers-monde, les autonomies à la suite des décolonisations et les politiques de rattrapage plus ou moins réussies accentuent encore la mobilisation de plus en plus forte des ressources terrestres. En ce temps d'émergence des Sud, dans les années 1960-1970, dont la croissance prend ensuite le relais d'économies occidentales à l'expansion importante mais ralentie, un faisceau convergent d'alertes émane de scientifiques, d'intellectuels et de mobilisations citoyennes autour de la dégradation de l'environnement. Ces dénonciations des effets écologiques du progrès industriel accèdent à l'espace public en Occident et entraînent de premières grandes réponses politiques (rassemblées sous l'étiquette de développement durable à partir des années 1990). Des mesures parfois efficaces (à l'exemple de l'interdiction des carburants au plomb ou de la protection de la couche d'ozone), souvent timorées et toujours conflictuelles. Dans le reste du monde, les luttes se multiplient avec l'accélération des pressions sur les milieux de vie des populations rurales, mais le standard de vie occidental, guidé par la satisfaction trouvée dans la consommation et marqué par une vie plus facile et sûre, exerce une puissante attraction.

En arrière-plan de ces profonds changements, en raison de l'usage des énergies fossiles, de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'intensification agricole, la Terre sort, dès le premier tiers du XIX^e siècle, de la fourchette de concentration atmosphérique de dioxyde de carbone connue depuis dix millénaires (en dépassant le seuil de 280 parties par million ou ppm, ainsi que l'on exprime la concentration de ce gaz à effet de serre) – phénomène longtemps imperceptible. Au charbon vient s'ajouter à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle le pétrole, utilisé comme source d'éclairage, de lubrification

ou dans la chimie, et dont l'usage va ensuite être porté par l'essor automobile. Le gaz, naturel ou non, complète ce trio, d'abord pour produire des explosifs et des engrais, puis massivement dans l'énergie à partir des années 1960 et 1970 surtout. La puissance que ces énergies fossiles offrent permet l'exploitation des ressources mondiales et modifie les modes de vie qui en deviennent partout très dépendants (l'extension tentaculaire des villes est accentuée par les automobiles individuelles, par exemple). En parallèle, des connaissances scientifiques se construisent. Il faut attendre les travaux du chimiste suédois Svante Arrhenius à la fin du XIX^e siècle et surtout la multiplication des campagnes de mesure à partir de 1950, pour que la bombe à retardement climatique soit identifiée, par la compréhension de plus en plus fine de l'effet de serre et des variations passées du climat. Le relargage dans l'atmosphère des milliards de tonnes de carbone fossilisées durant des millions d'années est susceptible de conduire à une perturbation majeure du climat terrestre : l'arrivée dans le débat public de cette assertion ne se fait réellement qu'à partir des années 1980, juste avant que les premières manifestations du changement climatique ne touchent les sociétés occidentales. Depuis les années 2000, ce changement climatique est devenu le sujet premier des mobilisations pour la sauvegarde de l'environnement, avec un sentiment d'urgence croissant à mesure que le temps passe et que l'inaction des grands États demeure. Sur le total de dioxyde de carbone émis par la combustion d'énergies fossiles depuis 1800, la moitié l'a été depuis 1990. L'industrialisation de la Chine compte certes pour beaucoup, mais en réalité les pays occidentaux et le Japon sont à l'origine de la moitié des émissions entre 1990 et 2018, en dépit des grands discours et en raison de modes de vie moyens toujours plus dispendieux. Les inégalités, qui tendent à augmenter au sein des pays et à l'échelle internationale, alimentent une course au rattrapage intenable. La concentration atmosphérique de dioxyde de carbone ne cesse, dans ce cadre, de progresser pour approcher aujourd'hui les 420 ppm.

Il peut être tentant de ramener la catastrophe actuelle à des dispositions inhérentes à l'espèce humaine, biologiques ou cognitives (une « nature » humaine). Mais les chapitres qui suivent montrent davantage comment des actions engagées par des fractions des sociétés occidentales ont certes favorisé d'éventuelles dispositions à l'accumulation et au gain, mais ont plus largement transformé l'humanité entière en force géologique et écologique de premier ordre, en la mettant sur la voie du pillage effréné de la planète et du sabotage de ses conditions d'habitabilité pérenne – à cette échelle, pour la première fois de l'histoire humaine. Ainsi que l'historien Dipesh Chakrabarty l'a noté, l'histoire ne peut plus tout à fait s'écrire de la même manière désormais que l'ombre des désastres planétaires plane sur nos vies.

Ce livre entend faire comprendre pourquoi et comment l'humanité, sous l'effet de transformations matérielles et culturelles largement impulsées par l'Occident – mais ressaisies par le reste de la planète –, est entrée en collision avec la Terre en devenant non pas une simple force transformative parmi d'autres, mais la force majeure, capable d'agir sur des phénomènes aux temporalités théoriquement incommensurablement plus grandes – voire de les subjuguier : climat, sédimentation, sélection naturelle. Bref, il s'agit d'expliquer les trajectoires, matérielles et idéelles, qui nous ont amenés à ce moment vertigineux ; d'offrir ainsi un éclairage qui nous semble nécessaire pour éviter l'ahurissement et l'inaction devant l'énormité des bouleversements auxquels nous devons faire face. Mais retracer les rapports au vivant, du point de vue occidental, est une gageure, tant ils sont multiples, insaisissables, contradictoires. C'est pourquoi nous avons réuni ici certains des meilleurs spécialistes de l'histoire environnementale contemporaine pour rédiger des chapitres, qui ne prétendent nullement à l'exhaustivité. Ils dressent un tableau nuancé, dont les lignes de force montrent à la fois la grande confiance, les espoirs, l'ingénuité et parfois l'inconscience avec lesquels l'appropriation occidentale de la planète s'est produite, mais aussi nombre de frictions, d'angoisses plus ou moins rationnelles, de pressentiments, de

Partie II
LA NATURE EN MOTS ET EN IMAGES

CHAPITRE X. – Les racines religieuses de nos politiques écologiques	131
CHAPITRE XI. – Éduquer par la nature, éduquer pour la nature	143
CHAPITRE XII. – La nature médiatisée : histoire d'une appropriation.....	153
CHAPITRE XIII. – Voir la Terre.....	165
CHAPITRE XIV. – La nature en politique (XIX ^e -XXI ^e siècle).....	173
CHAPITRE XV. – Reconnaître la nature dans la peinture occidentale.....	185

Partie III
DOMINER LA NATURE,
DOMINER PAR LA NATURE ?

CHAPITRE XVI. – Natures coloniales : mythes et mésusages	201
CHAPITRE XVII. – Sorcières, cuisinières, botanistes, écoféministes : les femmes et la nature.....	213
CHAPITRE XVIII. – Fin du monde, fin du mois, et au-delà ? L'environnementalisme des classes populaires.....	225
CHAPITRE XIX. – Humains et animaux : à la croisée de l'histoire environnementale et sociale.....	237
CHAPITRE XX. – Guerre et paix contre la nature	249

Partie IV
TOUTE LA RICHESSE DU MONDE

CHAPITRE XXI. – Agriculture et nature nourricière, si proches et pourtant si lointaines.....	263
CHAPITRE XXII. – Déferlements énergétiques.....	275

TABLE

CHAPITRE XXIII. – Tourisme : découvrir et consommer la fragile beauté du monde	287
CHAPITRE XXIV. – Nature et santé (xviii ^e -xxi ^e siècle)	299
CHAPITRE XXV. – Dompter les risques naturels à l'ère techno-industrielle : de la fatalité à l'adaptation ?.....	311

Partie V

CONNAÎTRE, RÉGULER, MAÎTRISER LA NATURE
POUR EN REPOUSSER LES LIMITES

CHAPITRE XXVI. – Les lois de la nature	327
CHAPITRE XXVII. – La propriété de la terre	337
CHAPITRE XXVIII. – De la « grande divergence » à la « courbe de l'éléphant » : les mises en économie (politique) de la nature	349
CHAPITRE XXIX. – Protéger la nature.....	361
CHAPITRE XXX. – Penser la planète en Occident.....	373
CONCLUSION.....	389
Index des noms de personnes et institutions.....	395
Index des êtres vivants et des milieux	401
Index des noms de lieux	403
Index des phénomènes, objets et notions.....	409
Bibliographie sélective.....	413
Les auteurs.....	425
Table des illustrations.....	433